



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des
personnes placées sous main de justice

Service de l'emploi pénitentiaire

Régie industrielle des établissements pénitentiaires

REGLEMENT DE CONSULTATION n° 01/24032025

MARCHES PUBLICS FOURNITURES ET SERVICES

Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – Auteur du marché :

MINISTERE DE LA JUSTICE

Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées
sous main de justice **(ATIGIP)**

Service de l'emploi pénitentiaire **(SEP)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

**11, Rue Louisa Paulin
19015 TULLE**

www.atigip-justice.fr

Identité et qualité du signataire : Anne COUDERT Directrice Adjointe

Objet de la consultation :

Fourniture, installation et mise en service opérationnelle de machines pour l'industrie textile, machine à coudre, brodeuse, chariot matelasseur, ciseaux, etc... à livrer aux ateliers ATIGIP - RIEP Confection

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 4 juin 2025 à 12h00

SOMMAIRE

1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET	3
1.2 - MODE DE PASSATION	4
1.3 - TYPE DE CONTRAT	4
1.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.5 - ETENDUE DES PRESTATIONS	4
1.6 - NOMENCLATURE	4
1.7 - RENOUVELLEMENT	5
2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.2 - FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	5
2.3 - VARIANTES	5
3 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	5
3.1 - DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION	5
3.2 - MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	5
4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	6
6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	7
6.1 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE	7
6.2 - TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	8
7 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
7.1 - SELECTION DES CANDIDATURES	8
7.2 - ATTRIBUTION DES ACCORDS-CADRES	8
7.3 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	8
8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
8.1 - ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT	9
8.2 - PROCEDURES DE RECOURS	9

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la fourniture, l'installation et la mise en service opérationnelle de machines pour l'industrie textile à livrer aux ateliers ATIGIP - RIEP Confection.

Au titre de cet accord-cadre et de ses marchés subséquents, les titulaires réalisent les prestations suivantes :

- La fourniture du matériel ;
- La livraison franco de port et d'emballage dans les locaux de l'atelier ;
- Les opérations de déchargement, d'installation y compris les branchements électriques ou pneumatiques et de mise en service opérationnelle ;
- La formation des opérateurs à l'utilisation, à la maintenance et à la programmation de la machine.

Les machines éventuellement demandées pour les besoins des ateliers cuir seront celles de l'industrie textile pouvant être converties à l'industrie du cuir.

Le présent accord cadre et les marchés subséquents qui en découlent sont passés pour le compte des ateliers ATIGIP - RIEP confection et cuir dont les adresses sont les suivantes :

Centre Pénitentiaire de CHATEAUROUX Atelier ATIGIP RIEP Confection Le Craquelin Allée Charles Cros 36000 CHATEAUROUX
Maison Centrale de St MARTIN DE RE Atelier ATIGIP RIEP Confection 17410 SAINT MARTIN DE RE
Centre Pénitentiaire de RENNES Atelier ATIGIP RIEP Confection 18 bis rue de Châtillon 35000 RENNES
Centre de détention de VAL DE REUIL « Les Vignettes » Atelier ATIGIP RIEP Confection Chaussée de l'Andelle 27 100 VAL DE REUIL
Centre de Détention de MURET Atelier ATIGIP RIEP Confection Route de Seysses 31 600 MURET
Maison Centrale de ST MAUR Atelier ATIGIP RIEP Cuir Bel Air 36 250 SAINT-MAUR

<p align="center">Centre Pénitentiaire de MOULINS Atelier ATIGIP RIEP Confection Les Godets 03400 YZEURE</p>
<p align="center">Maison Centrale d'ARLES Atelier ATIGIP RIEP Confection Rue Copernic 13 200 ARLES</p>
<p align="center">Centre de Détention de VALENCE Atelier ATIGIP RIEP Cuir Chemin de la forêt 26 000 VALENCE</p>
<p align="center">Centre Pénitentiaire de MARSEILLE - BAUMETTES Atelier ATIGIP RIEP Confection 239 chemin de Morgiou 13009 MARSEILLE</p>
<p align="center">Centre Pénitentiaire de Perpignan Atelier ATIGIP-RIEP Confection & Cuir 66000 Perpignan</p>
<p align="center">Centre Pénitentiaire de Ducos Atelier ATIGIP RIEP Confection ZI Champigny 97224 DUCOS MARTINIQUE*</p>

*Livraison franco de port et d'emballage chez notre transitaire en France métropolitaine

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre sans minimum avec un maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il sera attribué à un maximum de 4 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Les prestations sont techniquement et géographiquement indivisibles.

1.5 - Etendue des prestations

Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est estimé à : 480000€. Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : 42710000-6 Machines pour l'industrie textile

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Dans l'objectif d'assurer la bonne exécution des prestations, en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée maximale du présent accord-cadre est de 4 ans. Sa période initiale est fixée à 1 an et tacitement reconductible 3 fois en application des articles R.2112-4 ; L2125-1 du Code de la Commande Publique.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Le SEP- RIEP est un service de l'Etat organisé sous la forme d'un compte spécial du Trésor créé par la loi n° 501615 du 31 décembre 1950, compte n° 909.

Comptable assignataire : L'agent Comptable de la R.I.E.P. 11 Rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 TULLE CEDEX tél 05.55.29.99.32

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- L'annexe de l'acte d'engagement « Conditions d'exécution des prestations » ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP).

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnée	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise:

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise:

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats,

Utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Annexe à l'acte d'engagement	Oui
Catalogue général des machines pouvant être livrées et fiches techniques des machines	Non

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres fixée au :

Mercredi 4 juin 2025 à 12h00

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Ministère de la Justice
ATIGIP
Service de l'emploi pénitentiaire SEP
Service Achats - Marchés
11, Rue Louisa Paulin - B.P. 534
19015 TULLE**

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les pièces dont la signature est requise par le présent règlement de la consultation peuvent être signées de manière électronique ou manuscrite.

Cependant, les candidats sont informés qu'après attribution, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Capacité du candidat	45 points
2- Panel des marques et des modèles proposés	30 points
3- Prix indicatif des machines	25 points

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

La capacité du candidat est appréciée, notamment, au regard des éléments suivants :

Moyens techniques, capacités à livrer et à assurer le Service après-vente (SAV) à l'ensemble des ateliers. Expérience du candidat et références, assistance technique, délai et moyen mis en œuvre pour le SAV, Capacité à assurer la formation.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Le ou les candidats attributaires d'un accord-cadre seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Limoges
1 cours Vergniaud
87000 LIMOGES CEDEX
Tél : 05 55 33 91 55
Télécopie : 05 55 33 91 60
Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Limoges
1 cours Vergniaud
87000 LIMOGES CEDEX
Tél : 05 55 33 91 55
Télécopie : 05 55 33 91 60
Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr